



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

LE PARLEMENT

La Fédération Wallonie-Bruxelles va-t-elle vivre un scénario à la grecque ?

« Si la Fédération Wallonie-Bruxelles se retrouve dans un scénario à la grecque, tout le monde nous reprochera de ne pas avoir bougé ». C'est ce que déclarait en 2024 la Ministre-Présidente de la FWB, élisabeth Degryse, faisant référence aux événements qui traumatisèrent la Grèce des années 2010. Ce pays perdit le contrôle de sa dette, fut placé sous tutelle du FMI, de l'UE et de la BCE qui imposèrent des plans d'austérité dévastateurs pour la population. La FWB serait proche de vivre le même sort à cause de sa situation budgétaire. Argument-massue pour imposer les coupes dans les dépenses de la FWB comme « seule alternative » ... Alors faut-il s'inquiéter ? Est-il vrai qu'« on ne pourra bientôt plus payer les profs » ?

Pour répondre à ces questions, il faut s'intéresser à la mécanique infernale qui a mis la Grèce à genoux. Ce mécanisme, ce sont les charges sur la dette. Un Etat qui emprunte doit, comme nous lorsqu'une banque nous fait crédit, payer des intérêts sur sa dette. Ces intérêts sont payés à ceux qui détiennent les titres de la dette, appelés, dans le jargon des financiers, « obligations d'Etat ». Ces détenteurs peuvent être vous, moi, une banque, un fonds de pension, belge ou étranger. à partir de 2010, les détenteurs de la dette grecque se sont mis à la revendre. Lorsque cela se produit, le taux d'intérêt grimpe en flèche. En Grèce, en 2012, le taux sur la dette atteint 22% en termes réels (c'est-à-dire

hors inflation). A un tel niveau, n'importe quel emprunteur fait faillite. De fait, dès 2010, la Grèce cesse de pouvoir se financer et fait appel à l'Europe. Revenons en FWB... Quel est actuellement le taux sur les obligations de la FWB ? 2% en nominal, soit environ 0% en taux réel. Très loin des 22% de la Grèce de 2012. Bien sûr, la FWB a un déficit budgétaire, mais celui-ci n'empêche visiblement pas les détenteurs de la dette de la FWB de dormir. Pour nous faire peur, le gouvernement doit donc trouver un autre argument. Il doit prétendre que d'ici 2030/2040, le taux va grimper continuellement pour rapprocher la FWB d'une situation à la grecque. Ici, il faut faire rentrer dans la discussion un élément dont ni la Ministre-Présidente, ni les experts de la FWB ne parlent, la BCE. Ce qui a fait plonger la Grèce en 2010, c'est moins son déficit, que le fait que la BCE l'a laissée tomber. Elle a refusé de jouer son rôle de « prêteur en dernier ressort » en rachetant la dette grecque attaquée sur les marchés financiers. Elle a laissé faire les marchés financiers et les agences de notation et ce fut la curée. La crise dite des « dettes souveraines » s'est stoppée le jour où la BCE, par la voix de son président Draghi, a annoncé que la BCE rachèterait « quoi qu'il en coûte » la dette des Etats s'ils étaient attaqués par les marchés financiers. Revenons à la FWB. Prétendre que les taux vont continuellement augmenter, c'est prétendre que la BCE de 2025 est la même que la BCE de 2010 (ou de 1992, date de sa

création). Est-ce crédible ? Probablement pas. La BCE n'est certes pas devenue communiste depuis 2012, mais plusieurs évolutions donnent à penser qu'elle prend beaucoup plus en compte son rôle de prêteur en dernier ressort des Etats. En cas de taux anormalement élevés, que ce soit en FWB ou ailleurs, elle sera forcée d'intervenir et de calmer la situation. L'hypothèse d'une « FWB à la grecque » paraît donc « farfelue », comme le déclarait en 2024 l'économiste Paul De Grauwe, un des meilleurs connaisseurs de la BCE.

Qu'en tirer comme conclusions ? Nous n'avons pas le pouvoir de dire à la BCE ce qu'elle doit faire. Mais nous avons le pouvoir de ne pas répéter les discours sans réfléchir. Les chiffres sont là, la FWB n'a actuellement aucun problème de refinancement de sa dette. Il n'y a aucune urgence à tailler dans les dépenses, surtout quand ces coupes fragilisent des investissements essentiels dans l'avenir de la FWB (éducation, culture, crèches...). Ceci est aussi une invitation à la curiosité. Si la politique monétaire a une influence majeure sur le coût de la dette, pourquoi les experts et les politiciens ne nous en parlent-ils jamais ? Est-ce par ignorance ? par soumission au fait accompli (la BCE est indépendante) ? ou par manipulation ?

Etienne Lebeau